

PV DE LA CONCERTATION LOCALE DU 15 AVRIL 2016

Membres de droit : 7 membres présents :

Ville de Bruxelles :

- Madame Faten Alamat : Cheffe de Cabinet de Madame Faouzia Hariche ;
- Madame Asma Ben Amar et Monsieur Karim Bouhout : Coordination locale de la Ville de Bruxelles – Jeunesse à Bruxelles

CoCoF :

- Monsieur David Cordonnier, Cabinet du ministre de la région de Bruxelles-Capitale, Conseiller en Cohésion sociale
- Madame Durt Marie-Pierre, Conseillère cheffe de service en cohésion sociale
- Monsieur Vincent D'Ostuni, Chargé Administratif des projets de Cohésion Sociale
- Monsieur Durviaux Laurent, Attaché principal

Membres (opérateurs) : 31 membres présents ou représentés : AMO de NOH, Arthis Maison de la Culture Belgo-roumaine, ASE Anneessens, Caria, Centre culturel Bruegel, Centre social du Béguinage, Centre TEFO, Chom'Hier, Club de Jeunesse, Cultures et santé, Don Bosco Téléservice, Double Sens, Entraide, Entraide Bruxelles, Entraide des Marolles, Eurêka ! Aide et soutien, Formosa, Foyer des jeunes des Marolles, Groupe d'Entraide scolaire de Laeken, Joseph Swinnen, Le Colombier, Les Ateliers populaires, Ligue de l'Enseignement et de l'Education Permanente, Maison des jeunes le 88, Maison des Associations, MJ NOH, Mini-Anneessens, Prévention Jeunes Bruxelles, Progrès.

Membres associés (bénéficiaire du FIPI) : 1 membre présent : Bruxelles Laïque

Membres invités (nouveaux opérateurs et partenaires) : 3 membres présents : Centre d'Identité Culturelle Africaine, L'épée, Maison de la famille.

Excusés : Ateliers du soleil, Bruxelles Enseignement, Centre de Réflexion Francisco Ferrer, MJ L'Avenir, Sports et culture.

Absents : Centre Culturel Bruxelles Nord-Maison de la création, Interpôle, L'Amorce.

Ordre du jour :

- 1- Approbation du PV de la concertation locale du 09 juin 2015
- 2- De 9h30 à 12h30 : intervention de Monsieur Hadelin Feront, chef de projet radicalisme, ASBL Bravvo (Ville de Bruxelles) :
 - la notion de radicalisation et l'ampleur du phénomène
 - les signes et la détection
 - la prévention et la prise en charge
 - cellule de prévention du radicalisme de la ville Bruxelles : missions
 - échanges avec la salle
- 3- De 12h30 à 13h30 : pause-déjeuner
- 4- De 13h30 à 14h30 : intervention de Madame Myriem Amrani, ASBL Dakira :
 - présentation de l'ASBL Dakira et des outils de prévention des comportements de personnes en voie de radicalisation

1) Approbation du PV de la concertation locale du 09 juin 2015

Le PV de la concertation locale du 09 juin 2015 est adopté à l'unanimité et sans aucune remarque.

2) Ordre du jour et présentation des intervenants aux membres de la concertation locale

Madame Alamat : souhaite la bienvenue aux membres de la concertation avant de remercier les intervenants du jour. Elle signale l'importance de cette concertation dédiée aux faits de radicalisation et qui ramène à notre douloureuse actualité. Elle remercie également Monsieur Cordonnier et les membres de la Cocof présents.

Monsieur Cordonnier : présente un mot d'excuse pour les contrariétés qui ont ralenti le Fipi communal. La Cocof a été confrontée dernièrement à un double appel à projets tandis que de nombreuses candidatures ont été introduites dans le cadre du financement des projets « reliance ». Bien que plusieurs initiatives présentaient des qualités indéniables, la Cocof a été dans l'obligation de les repousser faute de moyens. Cet engouement est la preuve de l'importance des questions de « reliance sociale » et la Cocof veillera à soutenir ce type d'initiative à l'avenir.

Monsieur Cordonnier salue également l'initiative de la Ville de Bruxelles qui a le mérite d'aborder le thème de la 'radicalisation' au sein de la concertation locale. C'est une anticipation sur ce que la Cocof compte organiser dans d'autres concertations communales au regard d'une vision intégrée des thématiques transversales : politiques culturelles, enseignement, sécurité, prévention.

2) Intervention de Monsieur Hadelin Feront, chef de projet radicalisme, ASBL Bravvo (Ville de Bruxelles)

Madame Alamat : présente un bref historique de la « cellule de prévention de la radicalisation » créée au sein de l'asbl Bravvo. Il y a deux ans, considérant une série de départs des jeunes de la commune vers la Syrie, le bourgmestre a souhaité mettre cette plateforme en place. Il y avait une volonté d'assurer le suivi psychologique, social de ceux qui revenaient, garantir sur le terrain une action de prévention contre les départs en Syrie. Cette plateforme se voulait pluridisciplinaire et inclut, dans une dynamique intégrée, plusieurs services de la Ville de Bruxelles (démographie, Etat Civil, CPAS, Maisons de quartier, Jeunesse, Instruction publique, Police, Sureté) pour combattre ce fléau qui touche particulièrement certains périmètres de la Ville de Bruxelles (quartier de Laeken). La Ville de Bruxelles a donc mis en place une cellule de soutien destinée aux jeunes et aux familles. Cette plateforme se réunit régulièrement depuis deux ans.

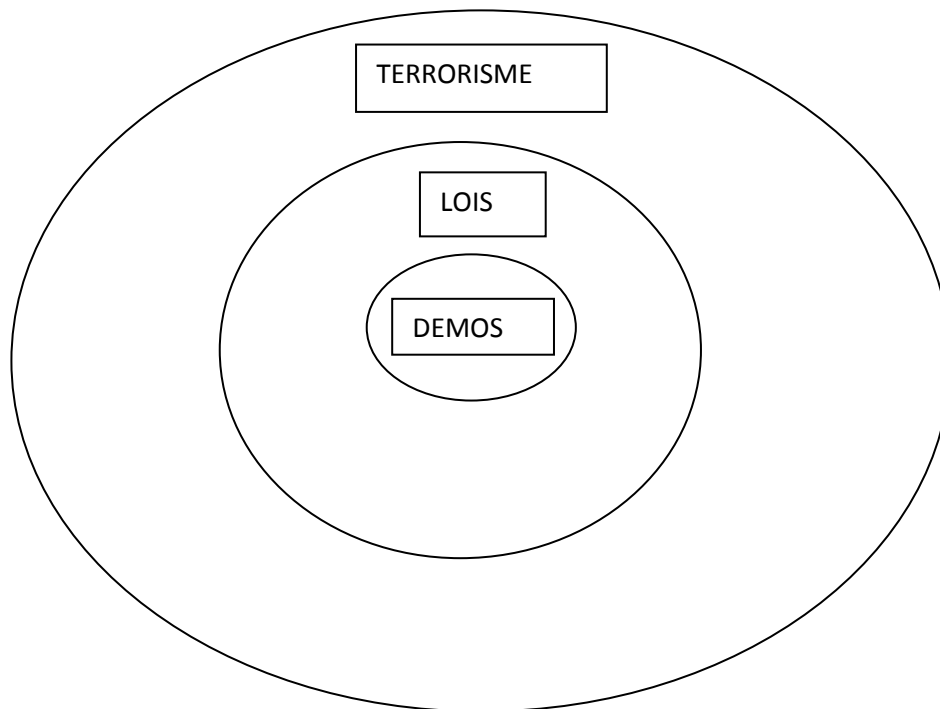
Présentation de Monsieur Feront : en annexe, le Powerpoint de la présentation du jour

3) Séance questions-réponses

Centre Culturel Bruegel : interpelle l'intervenant sur la nuance qu'il établit entre militance et radicalisme, militant-radical ?

Monsieur Feront : utilise davantage la notion de « groupe militant violent ». Le terme de terrorisme est très politisé, contesté et il est difficile d'arriver à une définition commune. Un centre a dernièrement dénombré plus de 126 définitions du terme « terrorisme » sans qu'elles

ne s'accordent entre elles. Pourquoi ? Quand on parle de l'usage de la violence, on se confronte à une diversité de 'groupuscules'. Souvent, le pouvoir en place va qualifier ces groupes de « terroristes » dès lors que ces groupes lui contestent le 'monopole de la violence' caractéristique de l'Etat moderne. D'où la difficulté de démarquer les terroristes des 'combattants de la liberté'. Sur le plan sémantique, l'intervenant use de la notion de « groupe militant violent » pour signifier que ces groupes s'inscrivent dans une démarche militante qui use de la violence. Un schéma peut résumer cette acception :



- Démos : cette première sphère incarne les institutions et les valeurs communes de l'Etat belge. C'est le statuquo. Les lois ne sont pas parfaites et on peut les contester dans une certaine mesure.

- Lois : encadrent le statuquo, les institutions mais ces lois dérivent directement de l'espace commun, du « vivre ensemble ». Si l'on interrogeait l'ensemble des acteurs ici présents sur les idéaux qu'ils portent, pratiquement aucun ne serait en phase avec le statuquo, pile sur le Démos. Les individus sont plus au moins en accord ou en désaccord avec le statuquo, adhèrent à des tendances politiques et religieuses différentes mais la plupart vont rester dans la circonférence du deuxième cercle, respectueux de la loi lorsqu'ils se confrontent ou contestent le statuquo. C'est lorsqu'on franchit ce deuxième cercle « que l'on va parler 'd'extrémisme violent' parce que l'on va légitimer la violence ». L'apologie de la violence, l'incitation à la haine (racisme, antisémitisme, islamophobie) sont considérées comme des formes d'extrémisme violent.

- Terrorisme : on en parle quand on va utiliser la violence à des fins politiques pour tenter de changer le statuquo. Il existe sur le plan juridique et sémantique un contenu précis sur la notion de terrorisme. Juridiquement, il faut qu'un individu ait commis des actes punissables par la loi et reconnus comme « acte terroriste », soit l'usage de la violence pour déstabiliser les institutions ainsi que les actions qui la facilitent (logistique, recrutement, propagande...)

Sémantiquement, le terrorisme est une forme de tactique militaire, c'est l'usage de la violence pour provoquer la peur. Cette terreur est consciente et assumée par ceux qui la pratiquent (cfr les anarchistes : « la propagande par le fait »). Aujourd'hui, l'Etat islamique a comme livre

doctrinaire principal : « La gestion du chaos par la sauvagerie ». Il y est expliqué que la terreur va être utilisée pour déstabiliser les institutions, créer un climat de chaos pour ensuite proposer une réponse : l'Etat islamique.

CICA : concernant le dispositif de prévention mis en place par la Ville de Bruxelles, vous avez énuméré trois types de prévention. Notre Asbl intervient sur le second point : *formation d'acteurs de première ligne*. À ce propos, est-ce que les enseignants des cours philosophiques de la Ville de Bruxelles sont considérés comme des acteurs de première ligne ? Quant à « la rupture, vulnérabilité » qui avantagent l'embrigadement ou la radicalisation de certains jeunes, a-t-on évalué le niveau culturel des individus potentiellement radicalisés ?

Monsieur Feront : il y a quelques difficultés à former l'ensemble des enseignants de la Ville de Bruxelles, un des plus gros pouvoir organisateur de la capitale. On va néanmoins doubler les capacités avec le recrutement prochain d'un(e) adjoint(e). La « cellule de prévention » priorise ses interventions. Elle essaye d'abord de sensibiliser les directions d'écoles et les centres PMS. Quant aux enseignants, elle intervient dans les écoles où se fait ressentir une demande urgente. Par ailleurs, il faut préparer d'autres outils afin de capitaliser les connaissances, donner à chacun une 'grille de lecture' qui lui permette de contextualiser les faits et d'adapter son comportement en fonction des situations rencontrées. Par exemple, la cellule a réalisé un film qui reprend cette explication sous une forme concise, dynamique et visuelle.

Eurêka ! Aide et soutien : vous dites que les enseignants doivent être considérés comme des acteurs de première ligne. Néanmoins, le lien entre enseignants et phénomène de radicalisation est peu probant. Si un jeune potentiellement radicalisé a tendance à s'isoler, on voit mal comment un enseignant pourrait établir une communication avec ce jeune.

Monsieur Feront : il faut considérer les enseignants comme des acteurs de première ligne parce qu'ils partagent un temps long avec ces jeunes. La radicalisation est un processus à long terme, la rupture se fait progressivement. Or, l'école est un lieu de socialisation. On peut y aborder parfois des sujets qui peuvent être polémiques, conflictuels. Ce qui se passe à l'école peut donc aggraver la situation, entraîner les jeunes vers la radicalisation. C'est dans ce sens-là que les enseignants doivent contextualiser leur discours, proposer des grilles de lecture, adapter leur comportement...

Eurêka ! Aide et soutien : comprend la nuance mais rappelle que les jeunes radicalisés ne fréquentent plus l'école.

Monsieur Feront : acquiesce cette dernière remarque. Néanmoins, il faut pouvoir soutenir la direction, les enseignants pour savoir comment faire face à cette situation de décrochage scolaire. Dans certains établissements le personnel trouve les mots, affronte la situation, dans d'autres établissements les enseignants sont plus démunis. Il faut les soutenir pour qu'ils se sentent moins seuls.

La Chomhier : remercie l'intervenant pour son exposé détaillé. Il a quelques remarques à émettre.

- Il trouve intéressant de replacer la problématique dans une perspective historique, notamment l'usage du 'modèle interactionniste' qui intrique toute une série de faits à l'évolution de l'histoire internationale. Effectivement, tout cela participe d'une dynamique globale dans laquelle le capitalisme mondialisé joue pleinement son rôle. Cette dynamique globale échappe

complètement aux acteurs sociaux (enjeux locaux, internationaux, liens entre macro et microsociologique). Comment espérer changer quoi que ce soit à l'instant où l'ingérence, le conflit militaire, la vente d'armes, les inégalités sociales perdurent ?

- Vous estimez que dans le processus de radicalisation une rupture s'opère. J'ai tendance à penser qu'il y a déjà une rupture préalable. Peut-t-on rompre aussi drastiquement avec les normes sociétales lorsque les bases communes sont acquises ? L'Etat islamique profite des manquements de nos démocraties pour renforcer la rupture de ces jeunes avec leur pays d'accueil. Beaucoup d'entre eux se perçoivent comme des citoyens sans perspective d'avenir, non reconnus. En miroir du tragique qui nous frappe, qu'est-ce que notre société peut proposer à ces jeunes en rupture ? De même, sur le plan spirituel, quelle alternative offre-t-on au spectacle marchand à la société de consommation ?

GESL : interpelle l'intervenant sur la question des statuts et des vécus de ces jeunes en rupture. Quelle corrélation faire entre les perceptions de ces jeunes et les statuts qu'on leur promet ailleurs ?

Monsieur Feront : il faut veiller à apaiser le débat entre les professionnels mais aussi dans la société. Veiller à trouver des manières de sortir du sensationnalisme, de l'émotivité pour privilégier le savoir, la connaissance. Il est également nécessaire de comprendre ces jeunes en rupture, les attentes légitimes qu'ils peuvent avoir et comment dans leur perception, le choix de la radicalisation répond fausement à leurs attentes.

Évidemment que le capitalisme mondialisé engendre une série d'injustices et de violences. C'est une grille de lecture pertinente mais pas la seule. Néanmoins, « ce n'est pas parce que nous sommes confrontés à des phénomènes qui nous dépassent que nous sommes condamnés à l'inaction ». À chaque niveau de responsabilité, chaque acteur peut contribuer de sa pierre à l'édifice. Au niveau qui est le sien, Monsieur Feront rencontre des individus en souffrance, en questionnement. Il essaye d'entamer un dialogue apaisé avec ces jeunes en décortiquant, déconstruisant la complexité de ces phénomènes. Certes, ces interventions ne vont pas endiguer le phénomène de radicalisation mais il ne faut pas pour autant se résoudre à l'inaction.

Sur le plan de la politique étrangère, il est intéressant de travailler avec tous les niveaux de pouvoir. Cette perspective est déjà riche en elle-même. C'est déjà une victoire de s'entretenir avec d'autres niveaux de pouvoir, les interpeller sur des dynamiques « qui nous semblent contre-productives ». Par exemple, un service diplomatique des institutions européennes a contacté la cellule de prévention et ses acteurs de terrain pour savoir « comment notre politique étrangère contribue à la radicalisation des jeunes ».

Sur la rupture préalable, l'intervenant est plus réservé. Il faut se méfier des poncifs tels « la plupart de ces jeunes viennent de milieux pauvres, les causes de la radicalisation sont socio-économiques ». Certes, dans les cas qu'il a traités, une série de failles ressortent plus largement des milieux populaires (diabète, échec scolaire, individu rejeté par l'armée, relégation urbaine). Néanmoins, le phénomène de radicalisation abrite une variété d'expériences sociales, y compris le parcours de personnes qui ne se sentent pas en rupture avec la société. Ces ruptures varient d'ailleurs elles-mêmes d'une personne à l'autre (ex : le cas d'un Bilal altruiste, idéaliste qui cherche à se réaliser spirituellement. Il rompt avec une société qui ne répond plus à une exigence de sens).

Le psychologue Van Meerbeeck, psychologue de l'adolescence, estime que le djihadisme est une révolte nihiliste. Que du contraire. Pour beaucoup de ces jeunes, c'est une exigence de sens. Ce qu'on ne leur propose pas (un boulot, un appartement, un projet de vie) ne suffit peut-être pas à

expliquer le phénomène de radicalisation. Il faudra dans l'avenir se pencher sérieusement sur la manière de réinjecter « du sens » dans nos sociétés.

Madame Alamat : estime que les espaces de dialogue sont une des réponses possibles à cette exigence de sens. En tout cas, dans le secteur sur lequel les membres présents opèrent. D'où l'organisation de cette concertation locale. Tous types d'activités (pédagogique, culturelle, socio-sportive) qui participent au bien-être des enfants sont des activités de prévention contre les formes de radicalisation et d'extrémisme. Il est donc primordial de mettre en place des espaces de dialogue à côté du soutien scolaire, des activités socio-sportives, plus spécialement destinés aux adolescents, proies faciles des recruteurs.

Le capitalisme mondialisé est un terreau fertile pour jeter dans les bras de manipulateurs certains jeunes, façonner des théories du complot. Évidemment qu'il y a de l'injustice, un système qui oppresse mais tout le monde ne bascule pas pour autant dans le djihadisme. Il y a donc probablement des dispositions individuelles qui sensibilisent certains jeunes à ce type de discours.

Monsieur Feront : la grande majorité des gens choisissent des parcours de vie sans recourir à la violence. Or, il est significatif qu'aujourd'hui de plus en plus de jeunes s'expriment par la violence. On arrive à un point de rupture. Tout porte à croire que le sentiment de déshérence, de désaccord avec le système actuel est très profond.

Entraide Bruxelles : considère que les conférences données par l'intervenant sont intéressantes mais destinées à des publics professionnels. « Pourquoi n'interviendriez-vous pas dans nos associations où les parents ont été directement confrontés à cette tragédie ? Nous accueillons plus de 300 parents démunis en face de ce qui arrive ou peut arriver à leurs enfants. Expliquer, user de mots simples pour qu'ils intègrent les enjeux de ces phénomènes, les renforcer devant le fait accompli. Souvent, il est déjà trop tard ».

Monsieur Feront : signale qu'il est disposé à intervenir auprès de son public avec un vocabulaire adapté. Il y a une crainte dans le secteur associatif qui voit dans les interventions de la cellule un risque de sombrer dans l'escalade, le conflit. Que du contraire. Les animations avec ce type de public se passent généralement bien, y compris avec des jeunes radicalisés. Il cite l'exemple de ce professeur de français confronté à la fascination de certains jeunes pour l'Etat islamique et qui a profité de l'occasion pour mettre en place une activité journalistique. L'intervention de la cellule a consisté à expliquer, préciser les réponses (théories du complot par exemple), ce qui a impressionné les jeunes et engrainé une forme de respect. Il faut donc parfois privilégier le choix de la 'complexité'. Cette dynamique a ponctué sur la rédaction d'un article critique très riche et nuancé.

Eurêka ! Aide et soutien : signale à l'intervenant qu'elle a été confrontée à un parent tétanisé à l'idée que sa fille puisse s'acheminer sur la voie de la radicalisation. Que faire ? A qui relayer cette problématique ? Qu'est-ce qui existe ?

Face à cette situation, l'association a pris du recul dans un premier temps avant d'entamer un travail de médiation. Une première discussion avec la fille a permis de confronter la jeune à l'inquiétude de ses parents. Cette dernière a révélé l'existence d'une amie qui a été invitée par l'association dans le cadre d'un entretien collectif. Fort heureusement, cette médiation a été constructive et a permis de rassurer les parents. En revanche, « si nous étions confrontés à un vrai cas de radicalisation, nous aurions été démunis. Que faire dans cette situation ? »

Monsieur Feront : estime que l'association a bien réagi puisque la cellule de prévention agit similairement. Il est important de contextualiser et de donner la parole à l'ensemble des acteurs. La manière de le faire compte également. Il faut installer un cadre de confiance qui se déprend du jugement.

Concernant les cas de radicalisation, l'intervenant rappelle que dans le cadre de son travail, il n'y a pas de signalement systématique à la police. D'ailleurs cette dernière n'en fait pas la demande. La radicalisation n'est pas une infraction. La police se penche davantage sur les infractions qu'elle signale au parquet qui lui décide ou pas, d'engager les poursuites.

Eurêka ! Aide et soutien : rappelle que dans ce type de travail, préserver l'anonymat des acteurs est important. Pourquoi n'a-t-on pas créé un numéro vert ?

Monsieur Feront : cela fait quelques années que la cellule de prévention demande ce numéro vert. Une initiative précipitée a été prise après l'affaire « Charli hebdo ». Malheureusement, « en Belgique nous sommes confrontés à un système institutionnel où chaque niveau de pouvoir se renvoie la balle ». Dans tous les cas, les travailleurs sociaux peuvent contacter la cellule qui peut les rencontrer avec un intervenant externe.

13H00 : lunch

4) Intervention de Madame Myriem Amrani, Asbl Dakira.

En annexe, la synthèse de la présentation du jour.

5) Séance questions-réponses

Double sens : a suivi la formation de quatre jours organisée par l'Asbl Dakira. En tant que citoyen belge de confession musulmane, il estime qu'il a beaucoup appris, y compris sur le religieux : « on a un autre regard sur le religieux et la manière dont les autres personnes perçoivent le religieux ». Beaucoup de musulmans sont stupéfaits et ne se reconnaissent pas dans le radicalisme. Accéder à un regard historique, critique sur ce qui se passe répond à pas mal de questions. Le responsable fait également remarquer que compte tenu de son origine, il peut plus facilement aborder ces questions avec les jeunes tandis que ses camarades belges 'de souche' ont souvent peur de s'aventurer sur ce terrain glissant. Ainsi, ce type de formation peut contribuer à libérer la parole, entamer une réflexion sans nécessairement déboucher sur une réponse.

Les Ateliers populaires : interpelle l'intervenante au propos du nombre d'heures de formation, du choix des intervenants et thématiques abordées en formation.

Madame Amrani : précise que c'est une formation de quatre journées (trois modules).

Module 1 (4 ½ journées): Islam, islamisme, djihadisme : des clés pour comprendre les enjeux

- Nahavandi F : introduction aux notions d'Islam et de djihadisme
- Butt T. : les origines de l'Islam radical
- Leroy D. : origines de Daesh, l'Etat islamique
- Amghar S : les processus de radicalisation

Module 2 (4 ½ journées) : Islam en Europe : acteurs, discours et enjeux (rapport au religieux entretenus par les communautés musulmanes en Europe)

Module 3 (2 journées ou 4 ½ journées) : le genre, féminisme et diversité, féminisme arabe

Coordination locale : insiste sur l'importance actuelle de ce type de formation. Ricœur enseignait que « pour exister, il faut pouvoir se raconter ». Les derniers événements révèlent qu'une 'certaine jeunesse' bruxelloise décide de se raconter dans la mort ou dans une fiction de 'l'identique à son histoire'. Sur le terrain, beaucoup de jeunes sont livrés à des discours dogmatiques qu'ils ingèrent et colportent sans aucune nuance. Entre les lectures idéologiques de l'Islam et l'usage utilitariste des normes religieuses, on manque terriblement de « narrations alternatives » sur le terrain. Un intellectuel tel que M. Arkoun a le grand mérite d'avoir mis en forme une islamologie appliquée soit, l'approche de l'Islam dans une perspective humaniste et en tant qu'objet scientifique. Malheureusement, les publications de l'intellectuel sont peu accessibles à cette jeunesse. Que « Dakira » propose une vulgarisation de sa pensée ne pourra que renforcer la critique, l'imagination et la nuance chez ces jeunes.

Cica : interpelle l'intervenante sur le type de public et les classes d'âges ciblées par ce type de formation. Il insiste également sur l'aspect collaboratif dans ce type de projet. CICA a également mis sur pied des ateliers réflexifs. Lorsqu'on interroge les jeunes sur les aspects positifs de la société d'accueil, il ressort un sentiment d'abandon unanime dans les échanges. Quand on prend le temps de faire réfléchir les jeunes sur les notions telles que « la prime prénatale », la « gratuité de l'école », presque tous ignorent ces privilèges. Il est donc primordial de collaborer, de mener des débats réflexifs avec ce type de public. Sont-ils ciblés par les formations de Dakira ?

Madame Amrani : les formations ciblent les travailleurs sociaux mais des temps sont consacrés aux jeunes : deux demi-jours de formation dont l'objectif est de façonner une réflexion qui s'inscrit dans la durée. On entre par la « question identitaire » large, qui n'enferme pas tandis que la question religieuse surgit très vite dans les échanges. On constate alors que très souvent les jeunes colportent des discours idéologisés. Ce qu'ils présentent comme de la croyance n'est en fait que de l'idéologie. Il faut alors expliquer, confronter les sources pour susciter l'esprit critique. On remarque également que beaucoup de jeunes ont une préhension normative du religieux : « ce qui est autorisé et non autorisé de faire ». Ce n'est pas un fait du hasard dès lors que cette approche littéraliste du religieux est inculquée dès la prime enfance. Par de-là l'absence de critique, on se rend vite compte que leurs connaissances sont lacunaires, hybrides, répétées. Il y a par exemple des ouvrages qui circulent depuis quelques années et dont la fonction est de susciter la peur en Islam. Qui a écrit, financé, interprété ce type d'ouvrage ? Ce n'est qu'une interprétation parmi d'autres (interroger le cadre, les circonstances de cette interprétation). Ce travail-là est très peu entrepris avec les jeunes. Le terrain est miné et beaucoup de travailleurs sociaux ont peur de détériorer leurs relations avec les jeunes. Il faut pourtant apporter des réponses, faire œuvre de pédagogie, déconstruire des stéréotypes parfois des plus rétrogrades et patriarcaux.

Centre Tefo : face à la violence de ces derniers jours, beaucoup d'entre nous sommes sans voix, démunis. Comment parler ? Comment adopter une approche neutre, objective qui contribue au débat sans jugement de valeur, sans rompre à la subjectivité, l'émotion ? Comment apaiser le débat ? Comment trouver le bon ton, se sentir moins isolée ? Tâche complexe avec des jeunes qui ont pour habitude de colporter des discours entendus à la maison, à l'école, dans leur entourage et qui ne comprennent pas les enjeux globaux de ces phénomènes. Nous manquons cruellement d'outils sur le terrain. Quels types d'outils proposez-vous pour les plus jeunes (classes primaires) ?

Madame Amrani : malheureusement, l'Asbl attend des renforts. Une pensée richement élaborée et alternative existe bien sur ces questions, il faut maintenant pouvoir la vulgariser, la diffuser vers les plus jeunes. Dakira dispose bien d'outils pédagogiques structurés, de matériel (vidéo) mais pas suffisamment orientés vers les plus petits. Il faut développer ces outils, d'où l'importance des relais et des renforts. Par ailleurs, on remarque que chez les plus petits, les questions d'appartenance, identitaires sont moins exacerbées. C'est à l'adolescence que ces questions se crispent.

MJ NOH : la complexité de ces phénomènes relève aussi du chevauchement de plusieurs difficultés. Sur lequel dois-je agir ou peut-t-on agir ? Ainsi on constate que chez les jeunes, le phénomène de « radicalisation » combine avec celui de « stigmatisation » (dévalorisation de soi) et « l'absence d'éducation aux médias ». D'autant qu'aujourd'hui, un simple « clic » sur le web confronte n'importe quel enfant à une débauche d'images violentes tandis que dans notre prime enfance regarder « un film gore » sans se faire pincer relevait d'une véritable odyssée. Les jeunes sont confrontés quotidiennement aux images violentes, à la banalisation de la mort, comment lutter sur tous les fronts ? Ne sommes-nous pas arrivés à un 'point critique' ?

Madame Amrani : « point de rupture » probablement mais il faut rester optimiste. Beaucoup de jeunes préservent leur esprit critique puisque leur grande majorité ne bascule pas dans le radicalisme. Les lieux de vie, maisons de jeunes, centres culturels sont des espaces où une perspective, une écoute, une pédagogie offrent une alternative aux discours idéologiques. D'où l'importance de ces lieux et des travailleurs sociaux. Paradoxalement, derrière le tragique de ces événements, il y a une opportunité à saisir. Peut-être que c'est une bonne occasion pour se remettre à travailler et à faire ensemble. L'actualité est plus complexe qu'il y a quinze ans mais avec effort, humilité, les travailleurs sociaux pourront y faire face. Travail en réseau, décloisonner les milieux académiques, créer des ponts, imaginer des outils sont les perspectives visées par l'Asbl Dakira

MJ Noh : acquiesce cette réplique et trouve dommage qu'on ne donne pas davantage de visibilité aux expériences associatives positives.

Madame Amrani : les travailleurs sociaux doivent prendre leur destin en main. Il faut travailler à rendre visibles les expériences réussies (ateliers, radio, web), travailler en réseau et collectivement. Effectivement, la reconnaissance culturelle est un des nœuds du problème.

CICA : estime que les synergies, les réunions telles que la rencontre du jour doivent être renforcées. Il fait également remarquer que la question religieuse en elle-même a plusieurs portes d'entrée (aspect idéal, spirituel, explicatif, social). Quel sens donner au religieux ? Comment retranscrire cette expérience sur papier ?

Madame Amrani : le radicalisme est souvent abordé sous l'angle religieux mais les variables socio-économique, politique ont leur importance. En tant que travailleurs sociaux, ces événements obligent à questionner la fonction des corps intermédiaires. « Qu'est-ce qui fait que les jeunes d'aujourd'hui n'ont trouvé comme seule alternative crédible à leurs yeux, que de rejoindre l'Etat islamique pour contrecarrer 'l'ordre mondial' ? » Qu'a-t-on capitalisé des luttes sociales dans ce pays ? (Collectif 82, Bataille du quartier nord..). Beaucoup décident de rejoindre le secteur associatif mais il y règne un sentiment de désenchantement général.

Les années 90 (émeutes, montée des partis extrémistes) ont bien marqué des avancées dans le paysage politique belge qui s'est donné les moyens de financer des politiques publiques dans les

quartiers populaires. Malheureusement, avec l'institutionnalisation et la professionnalisation progressive du secteur associatif, on s'est de plus en plus acheminé vers une approche 'individualisée' de la question sociale qui a détricoté le collectif, le lien social et relégué au plus bas le travail social communautaire. Il est nécessaire de réhabiliter des espaces de contre-pouvoirs où l'on peut critiquer la société sans pour autant rompre avec le contrat social. Il y a actuellement des initiatives de ce type qui prennent forme en France (collectif « Nuit debout »). Malheureusement, les publics populaires sont absents de ces mouvements sociaux.

Coordinatrice locale : rappelle que les coordonnées de l'Asbl Dakira sont disponibles pour les associations qui souhaitent bénéficier de ces formations. Elle insiste sur le caractère dynamique de ces formations, aspects qui peuvent échapper lors d'une présentation académique des activités de l'association. Cette approche a le mérite d'user d'une pédagogie active tout en donnant de « nouvelles clés d'interprétation ».

Clôture de la séance par la coordination locale